



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Trente-deuxième session
Tachkent (Ouzbékistan), 5-7 mai 2020
Ordre du jour provisoire annoté

Session ministérielle

I. Questions liminaires

1. Élection du président et des vice-présidents et nomination des rapporteurs
2. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
3. Déclaration du Directeur général
4. Déclaration du Président indépendant du Conseil de la FAO
5. Déclaration du Président de la trente et unième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe

Au cours de son allocution, le Président de la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Europe présentera succinctement les résultats des travaux de la trente et unième session de la Conférence régionale pour l'Europe (Voronège [Fédération de Russie]), 16-18 mai 2018) sur les questions intéressant la région Europe et Asie centrale.

6. Déclaration du Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA)
7. Déclaration du porte-parole de la Consultation des organisations de la société civile

Le présent document peut être imprimé à la demande, conformément à une initiative de la FAO qui vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Il peut être consulté, ainsi que d'autres documents, à l'adresse www.fao.org.

II. Questions relatives aux politiques et à la réglementation régionales et mondiales

Transformation des systèmes alimentaires et prochaines étapes vers le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

8. Systèmes alimentaires durables et alimentation saine en Europe et Asie centrale

L'augmentation de l'obésité et des maladies non transmissibles qui y sont associées posent des problèmes dans la région Europe et Asie centrale; la dénutrition et les carences en micronutriments sont en outre encore présentes dans certains pays. Compte tenu des différents défis à relever, il est de plus en plus évident qu'il faut passer à des régimes alimentaires plus sains et à des systèmes alimentaires durables. Les enjeux ne sont pas seulement économiques, sociaux et environnementaux: il faut également tenir compte des dimensions nutritionnelles et socioculturelles. En particulier, la préservation de la biodiversité est un facteur clé du développement d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables; la diversification de la production agricole a une influence positive sur la sécurité alimentaire, la diversité de l'alimentation et la viabilité des moyens d'existence.

La durabilité des systèmes alimentaires est une préoccupation croissante dans la région. Ces systèmes évoluent en fonction des changements démographiques et socioéconomiques et il est urgent de fournir une alimentation saine dans une perspective durable. En général, pour qu'un système alimentaire soit viable, toutes ses composantes – production alimentaire, transformation, stockage et distribution, commercialisation, échanges et consommation – doivent elles-mêmes être durables. Pour préserver et protéger le système, il faut investir et agir de sorte à protéger la santé des animaux et des végétaux et à assurer la sécurité sanitaire des aliments.

Les différents acteurs du système alimentaire se concentrent généralement sur leurs propres intérêts, sans prêter attention au caractère sain ou durable des régimes alimentaires; par conséquent, des politiques publiques, des investissements et un dialogue public-privé appropriés sont nécessaires. Dans ce contexte, les décideurs doivent tenir compte du rôle et des besoins des producteurs d'aliments, des fournisseurs et des consommateurs, dialoguer avec ces différents acteurs et les associer à la prise de décisions. Les différentes politiques doivent prévoir des incitations financières et non financières en faveur de ces acteurs afin de promouvoir des systèmes alimentaires qui proposent une alimentation saine aux consommateurs, d'une manière durable. En outre, le comportement des consommateurs joue un rôle essentiel et a une incidence sur le niveau de viabilité des systèmes alimentaires; la sensibilisation des consommateurs à une alimentation saine contribuera par conséquent considérablement à la durabilité.

Le Secrétariat de la FAO élaborera un document d'information qui permettra de faire le point sur l'état de la nutrition et des systèmes alimentaires durables, ainsi que sur les défis à relever à ce sujet dans la région, en tenant compte du caractère universel des objectifs de développement durable (ODD), notamment des ODD 1, 2, 6, 12 et 15. Ce document comprendra aussi une évaluation des politiques et des institutions publiques existantes en matière de nutrition et de durabilité des systèmes alimentaires, ce qui permettra de formuler des recommandations sur les changements nécessaires pour renforcer la durabilité. Différentes dimensions des systèmes alimentaires seront examinées à ce titre, par exemple l'offre d'aliments nutritifs à un prix abordable, au regard des inégalités d'accès à une alimentation saine, l'agriculture tenant compte de la nutrition, le rôle des producteurs d'aliments et des petites et moyennes entreprises, l'évolution des modèles de commercialisation, de distribution et de vente au détail, l'élaboration des politiques, la protection sociale tenant compte de la nutrition et la biodiversité. En tant qu'éléments des systèmes alimentaires durables et inclusifs, seront également abordées les questions concernant l'agriculture et les chaînes de valeur durables, le renforcement des liens entre zones rurales et zones urbaines, l'agriculture urbaine, la participation des parties prenantes et des communautés et la collaboration entre le secteur public et le secteur privé. Le document d'information contiendra les grandes lignes de recommandations relatives aux politiques visant à traiter ces questions.

Le document proposera aussi un examen des résultats de la consultation régionale sur les directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition organisée par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en septembre 2019, à Budapest.

Les pays membres seront invités à passer en revue les recommandations visant à réorganiser les systèmes alimentaires, à partager leurs expériences, à donner leur avis pour faire en sorte que des systèmes alimentaires durables fournissent une alimentation plus saine et à examiner les moyens de financer les investissements dans des systèmes alimentaires durables.

Note d'information: État de la biodiversité en Europe et Asie centrale – défis posés et perspectives ouvertes par la conservation dynamique de la biodiversité

Selon le rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, la biodiversité recule sans cesse et à un rythme soutenu: la population de 42 pour cent des espèces animales et végétales terrestres (dont on connaît l'évolution) a ainsi diminué au cours de la dernière décennie. La diversité des écosystèmes naturels et des espèces a également diminué. Cette perte continue de biodiversité menace la nature et, partant, sa valeur économique, sa valeur culturelle et ses «contributions aux populations», y compris les biens et services écosystémiques et la notion de dons de la nature issue des savoirs autochtones et locaux. On a besoin de niveaux élevés de biodiversité pour que les populations puissent continuer de profiter des contributions de la nature. Entre 1960 et 2016, ces dernières ont reculé de plus de 50 pour cent, qu'il s'agisse des contributions en termes de régulation ou des contributions non matérielles. Les services écosystémiques tels que le maintien de l'habitat, la pollinisation, la régulation de la quantité et de la qualité de l'eau douce, la formation des sols et la régulation des inondations subissent les effets négatifs du déclin de la biodiversité.

Le déclin de la biodiversité est dû en partie aux pratiques agricoles et forestières intensives utilisées pour accroître l'approvisionnement en aliments et en combustibles issus de la biomasse. La région consomme plus de ressources naturelles renouvelables qu'elle n'en produit. L'empreinte écologique par habitant en Europe occidentale est de 5,1 ha; elle dépasse la biocapacité de la sous-région, qui est de 2,2 ha, ce qui signifie que les habitants d'Europe occidentale dépendent d'importations nettes de ressources naturelles renouvelables et des contributions matérielles de la nature.

On trouvera dans le document des informations actualisées sur la situation de la biodiversité en Europe et Asie centrale, sur la base des dernières analyses disponibles. On y trouvera aussi des informations sur les mesures que la FAO prend pour préserver la biodiversité dans la région, en tant qu'élément essentiel pour l'alimentation, pour l'agriculture et pour la durabilité des systèmes alimentaires, ainsi qu'une vue d'ensemble des nouveaux défis et des nouvelles possibilités qui se présentent.

Note d'information: Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et suite donnée à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition

Tel que recommandé en 2014 par les Membres à la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé, en 2016, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)¹, qui constitue un cadre limité dans le temps pour la mise en œuvre des engagements contractés lors de la CIN2. La Décennie pour la nutrition est un moyen de plaider en faveur d'une plus grande mise en œuvre des politiques et des programmes, d'accroître les investissements dans la nutrition et d'orienter les efforts existants en vue de la réalisation d'un avenir plus sain et plus durable. En avril 2018, le Secrétaire général de l'ONU a présenté à l'Assemblée générale un premier rapport donnant un aperçu des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Décennie pour la nutrition. Au paragraphe 91 de ce rapport², il est indiqué que le programme de travail

¹ https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/259&Lang=F.

² <https://undocs.org/fr/A/72/829>.

de la Décennie pour la nutrition prévoit l'organisation de dialogues entre les parties prenantes afin d'évaluer l'avancement de la mise en œuvre des activités relevant de la Décennie pour la nutrition. L'examen à mi-parcours de la Décennie pour la nutrition est prévu en 2020 en vue d'évaluer les résultats obtenus dans les différents domaines d'orientation du Cadre d'action de la CIN2, tels qu'ils se traduisent dans les domaines d'action du Programme de travail de la Décennie pour la nutrition, sur la période allant de 2016 à 2020. Le processus conduisant à l'examen à mi-parcours comportera une série de consultations et de dialogues avec diverses parties prenantes, dont les pays membres participant à la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, dans le but d'évaluer les progrès accomplis aux fins de la mise en œuvre des engagements mondiaux de la CIN2 et d'obtenir des orientations sur les domaines prioritaires futurs et la voie à suivre pendant la seconde moitié de la Décennie pour la nutrition.

Note d'information: Révision de la Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition

Ce point d'information permettra d'informer les délégués sur l'état d'avancement des nouvelles vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition. La Division de la nutrition et des systèmes alimentaires de la FAO conduit un processus collaboratif qui permet d'élaborer une nouvelle stratégie et une nouvelle vision fondées sur les recommandations d'évaluations et sur davantage de connaissances et de données probantes à l'appui des approches des systèmes alimentaires visant à améliorer la nutrition. Cette version actualisée prendra en compte: i) toutes les formes de malnutrition; ii) les systèmes alimentaires fondés sur une agriculture intégrant l'enjeu nutritionnel et autres; iii) le contexte mondial actuel, en s'appuyant sur les résultats de la CIN2, la Déclaration de Rome sur la nutrition et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition; iv) un plan de mise en œuvre et un cadre de responsabilisation solides; et v) des considérations régionales spécifiques.

Note d'information: Quantification des pertes et gaspillages de denrées alimentaires en rapport avec la méthode d'analyse des pertes de nourriture

Dans le cadre du processus de suivi des ODD, la FAO a récemment publié une nouvelle estimation des pertes de denrées alimentaires, à savoir l'Indice mondial des pertes alimentaires. Ce point d'information fera référence au rapport sur La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2019, dans lequel l'Indice FAO des pertes alimentaires a été publié, et permettra de communiquer des informations actualisées sur les initiatives de l'Organisation visant à aider les pays à collecter des données pour suivre les progrès obtenus et étayer les politiques et mesures de réduction des pertes et gaspillages de nourriture, en vue d'atteindre la cible 12.3 des ODD.

Note d'information: Année internationale de la santé des végétaux (2020)

En décembre 2018, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé l'année 2020 «Année internationale de la santé des végétaux». Il s'agit d'une occasion unique de sensibiliser la communauté internationale en montrant comment la protection de la santé des végétaux peut contribuer à éliminer la faim, à réduire la pauvreté, à protéger l'environnement et à stimuler le développement économique. Dans ce contexte, la FAO, le secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et leurs partenaires sont les chefs de file de la promotion à l'échelle mondiale de la santé des végétaux en 2020 et au-delà. La CIPV est un traité mondial, signé par plus de 183 pays, qui fournit un cadre pour la protection des ressources végétales contre les ravageurs et les maladies. Elle oriente l'élaboration de normes phytosanitaires internationales et favorise des échanges commerciaux sans risque entre tous les pays.

Note d'information: Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (2021)

En 2021, dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) convoquera un Sommet sur les systèmes alimentaires. Ce Sommet reflétera la place de premier plan qu'occupent dans le Programme 2030 l'amélioration de la santé et de la nutrition, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des services écosystémiques et l'inclusion sociale, ainsi que rôle clé que les futurs systèmes alimentaires joueront dans la concrétisation de ces objectifs. Les parties prenantes des systèmes alimentaires commencent à prendre des mesures et à modifier leurs comportements, mais les nombreuses initiatives qui ont été engagées 'indépendamment par les gouvernements, le secteur privé et la société civile à l'appui de systèmes alimentaires plus pérennes n'ont pas de 'cadre commun dans lequel s'inscrire pour envisager les interactions complexes, les liens de dépendance et les arbitrages propres aux systèmes alimentaires. Ceci constitue un frein pour les sociétés, qui ne partagent pas forcément les mêmes priorités et qui n'ont pas toutes le même potentiel agroécologique et institutionnel, à l'heure de définir et de mettre en œuvre des moyens appropriés pour parvenir à des systèmes alimentaires qui soient viables à plus long terme.

L'objectif général du Sommet sur les systèmes alimentaires est par conséquent d'aider les parties prenantes à bien apprécier des enjeux complexes et à faire des choix avisés. Un processus inclusif et décentralisé, étayé par des éléments de connaissance fiables et indépendants, permettra de préparer le Sommet, envisagé comme une plateforme pour établir des partenariats et mettre sur pied des initiatives ambitieuses. Ce point de l'ordre du jour, accompagné d'une note d'information présentant les enjeux du Sommet, les résultats escomptés et le processus de préparation, permettra au pays membres de demander des précisions et de communiquer leurs contributions.

Initiative Main dans la main: venir en aide aux plus vulnérables**9. Initiative Main dans la main de la FAO: une nouvelle approche**

L'Initiative Main dans la main est une initiative de la FAO fondée sur des éléments factuels, pilotée par les pays et prise en main par ceux-ci. Elle vise à accélérer la transformation de l'agriculture et le développement rural durable pour éliminer la pauvreté (ODD 1) ainsi que la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2) et contribue, par là même, à la réalisation de tous les autres objectifs de développement durable. Elle repose sur une démarche solide qui consiste à mettre en relation les pays sélectionnés avec les donateurs, le secteur privé, les institutions financières internationales, le milieu universitaire et la société civile afin de mobiliser des moyens de mise en œuvre qui permettent d'intensifier les actions menées. L'initiative cible en priorité les pays et les territoires au sein des pays où les taux de pauvreté et de faim sont les plus élevés ou ceux où les moyens nationaux font le plus défaut, et propose un cadre de suivi et d'analyse de l'impact.

L'initiative exploite des outils sophistiqués, tels que la modélisation géospatiale et les techniques analytiques avancées, afin de définir les meilleures solutions à envisager pour augmenter les revenus des pauvres ruraux, soit l'écrasante majorité des pauvres dans le monde, et réduire les inégalités et les vulnérabilités dont ils souffrent. Ces instruments permettent d'obtenir une idée des perspectives économiques qui repose sur des éléments concrets et de mieux sélectionner et adapter les interventions de politique générale, les innovations, les financements et investissements et la réforme institutionnelle en conséquence. L'Initiative Main dans la main adopte une approche des systèmes alimentaires axée sur le marché pour augmenter la quantité d'aliments nutritifs disponibles sur les marchés alimentaires locaux, nationaux et régionaux et en améliorer la qualité, la diversité et l'accessibilité. La priorité est donnée aux pays où les moyens d'action sont les plus limités et où l'aide internationale est la plus restreinte, de même qu'à ceux qui rencontrent le plus de difficultés pratiques liées, par exemple, à des crises naturelles ou causées par l'homme. Cette démarche est conforme à l'engagement des Nations Unies à «ne pas faire de laissés-pour-compte».

10. Solutions en faveur des jeunes, de l'emploi et du développement des zones rurales en relation avec la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale

Les zones rurales d'Europe et d'Asie centrale sont confrontées à de multiples défis, compte tenu de la prédominance des petites exploitations dans de nombreux pays de la région. La pauvreté rurale a diminué au fil des ans mais le rythme de cette baisse a ralenti et on constate aujourd'hui une stagnation. Cette pauvreté a une forte dimension sexospécifique: les femmes ont par exemple moins accès à la terre, moins de ressources économiques et moins de connaissances techniques, elles sont surreprésentées parmi les travailleurs familiaux non rémunérés qui effectuent un travail manuel et elles gèrent rarement des exploitations agricoles. En outre, les jeunes ne trouvent bien souvent pas des conditions de vie et d'emploi convenables dans les zones rurales, ce qui les pousse à partir chercher des opportunités dans les zones urbaines ou à l'étranger.

Comme dans de nombreuses zones rurales, plusieurs contraintes concomitantes et interdépendantes entravent le développement, notamment la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les inégalités, le chômage et le manque d'accès à la protection sociale, qui ont souvent des effets disproportionnés sur les femmes, en particulier les jeunes. Il est nécessaire d'élaborer des politiques qui permettent de s'attaquer à ces problèmes de façon globale et intégrée. L'un des principaux objectifs est de faire en sorte que les zones rurales restent des espaces attrayants, qui offrent des moyens d'existence durables aux jeunes femmes et aux jeunes hommes, qui permettent aux jeunes d'y envisager leur avenir et qui améliorent leur qualité de vie grâce à des infrastructures et des services de base.

Le Secrétariat de la FAO présentera à ce sujet un document d'information donnant un aperçu des défis et des tendances dans la région. Les recommandations formulées dans ce document exposeront les principales mesures qu'il faut prendre pour soutenir le développement rural et s'attaquer aux causes profondes de la migration économique et de la migration de détresse. Seront notamment envisagés l'investissement dans la sécurité alimentaire et l'agriculture, ce qui débouche sur la création d'emplois décents et de nouvelles sources de revenus, l'élaboration de politiques de protection sociale, la création d'une infrastructure sociale adéquate, l'appui à la mise en œuvre des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, l'investissement responsable dans les systèmes agricoles et alimentaires et les approches intégrées de développement communautaire.

La consultation de la société civile, organisée avant la trente-deuxième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, vise à mieux prendre en compte des questions relatives à la jeunesse dans les débats lors de la réunion et de faire en sorte que les représentants des jeunes disposent d'un espace adéquat pour exprimer leurs vues sur l'alimentation et l'agriculture durables, ainsi que sur leur rôle dans ce domaine.

Les membres seront invités à exprimer leurs points de vue et à échanger leurs expériences afin de soutenir l'investissement en faveur de la jeunesse rurale.

Innovation et passage au numérique

Manifestation spéciale: Innovation et passage au numérique

L'innovation dans l'agriculture s'étend à tous les aspects du cycle de production et à l'ensemble de la chaîne de valeur: production végétale, forestière, halieutique ou animale, gestion des moyens de production et accès au marché. La FAO aide les États Membres à en tirer parti pour stimuler la croissance socioéconomique, assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, faire reculer la pauvreté et améliorer leur capacité d'adaptation aux effets du changement climatique, autant d'éléments qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable.

Le système alimentaire mondial reste confronté à des défis considérables s'agissant de veiller à ce que des produits alimentaires de bonne qualité soient disponibles en quantité suffisante pour nourrir une

population en augmentation constante. D'autre part, le monde évolue rapidement avec l'arrivée d'une multitude de technologies. Les technologies numériques offrent des perspectives inédites pour ce qui est de l'amélioration de la production et du commerce de produits alimentaires, en particulier pour les petits exploitants, et de la réalisation des objectifs de développement durable.

Cette manifestation spéciale sera l'occasion pour les pays et d'autres parties prenantes de dialoguer et de mettre en avant leurs innovations dans le domaine de l'agriculture. Les Membres seront également invités à donner leur point de vue en ce qui concerne le passage au numérique dans les systèmes alimentaires et agricoles et les éventuelles mesures à prendre pour que cette transition produise le plus d'effet possible, et à réfléchir aux moyens par lesquels la FAO peut favoriser l'échange et l'analyse des connaissances à l'échelle mondiale pour éclairer les décideurs et les différents acteurs qui interviennent dans les secteurs alimentaire et agricole.

III. Questions relatives au Programme et au budget

Moyens de mise en œuvre

11. Réseau des bureaux décentralisés

On trouvera dans le document relatif au réseau des bureaux décentralisés les grandes lignes de la voie à suivre, des difficultés et des possibilités en ce qui concerne la politique de décentralisation de la FAO, compte tenu des conclusions de la cent-cinquante-neuvième session du Conseil de la FAO (juin 2018) et de la quarante et unième session de la Conférence de la FAO (juin 2019) sur la nécessité de poursuivre les efforts de renforcement des capacités techniques de l'Organisation, notamment au moyen d'un examen du réseau décentralisé et du modèle de dotation en personnel des bureaux de pays. On y trouvera aussi, pour examen, une présentation des résultats de l'examen interne des structures régionales de la FAO réalisé en 2018/2019, ainsi que des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution RES/A/72/279 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement, lancé en janvier 2019 dans l'ensemble de la région, l'attention étant accordée en priorité au modèle de collaboration qui s'applique aux organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome.

12. Résultats et priorités de la FAO dans la région

Les participants à la Conférence régionale examineront dans quelle mesure la FAO a tenu compte dans ses activités des priorités régionales convenues pour la période biennale 2018-2019 et donneront des indications sur les domaines prioritaires pour 2020-2021 et au-delà, dans le contexte des objectifs stratégiques de la FAO et du Programme 2030.

Le Secrétariat informera les participants des résultats des activités de la FAO dans la région, obtenus dans le cadre du Plan à moyen terme 2018-2021 (révisé) et des priorités et recommandations des commissions techniques régionales.

On trouvera dans le document d'information relatif à ce point de l'ordre du jour les principaux résultats obtenus dans le cadre des initiatives régionales, en réponse aux priorités convenues pour 2018-2019, y compris l'expérience acquise et la contribution de la FAO aux ODD (Programme 2030) dans la région. Il est attendu des membres qu'ils examinent ces résultats et formulent des observations sur l'expérience acquise et sur les modalités de mise en œuvre des initiatives régionales.

Le travail de la FAO dans la région Europe et Asie centrale se fonde aussi sur les cadres de programmation par pays (CPP) et vise à répondre aux problèmes régionaux et sous-régionaux, afin d'aider les pays à atteindre les ODD et à mettre en œuvre la réforme des Nations Unies. En 2020-2021, le programme de travail de la FAO dans la région continuera de reposer sur trois initiatives régionales – autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales aux fins de l'amélioration

des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté (initiative régionale 1), commerce agroalimentaire et intégration des marchés (initiative régionale 2) et gestion durable des ressources naturelles dans le contexte du changement climatique (initiative régionale 3) – et continuera de fournir un cadre de programmation au service d'une assistance intégrée et intersectorielle aux niveaux national et régional. Il est attendu des membres qu'ils examinent le programme de travail et les domaines d'activité mis en avant dans le cadre des initiatives régionales, à la lumière de leur contribution aux ODD aux niveaux national et régional.

13. Synthèse des évaluations 2014-2019 de la FAO dans la région Europe et Asie centrale

Le document relatif à ce point de l'ordre du jour présentera une synthèse des évaluations de la FAO réalisées au cours de la période 2014-2019 dans la région Europe et Asie centrale. Cette synthèse sera axée sur quatre thèmes alignés sur les priorités définies lors des sessions de la Conférence régionale pour l'Europe et pertinents aux fins de la réalisation des objectifs stratégiques et des ODD (réduction de la pauvreté rurale, commerce agroalimentaire et intégration des marchés, ressources naturelles dans le contexte du changement climatique et sécurité alimentaire et nutrition).

IV. Questions diverses

Moyens de mise en œuvre

14. Programme de travail pluriannuel 2020-2023 de la Conférence régionale pour l'Europe

Le Programme de travail pluriannuel est un mécanisme dont la mise en œuvre vise à renforcer le rôle des conférences régionales dans les processus de gouvernance et de prise de décision de la FAO. On trouvera dans le document relatif à ce point de l'ordre du jour une présentation des progrès réalisés par la Conférence régionale, en tant qu'organe directeur, par rapport aux indicateurs et aux cibles.

Transformation des systèmes alimentaires et prochaines étapes vers le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires

15. Rapport sur les conclusions des débats de la quarante et unième session de la Commission européenne d'agriculture (CEA)

Un rapport succinct sera présenté sur les délibérations de la quarante et unième session de la Commission européenne d'agriculture (CEA), qui s'est tenue les 1^{er} et 2 octobre 2019 à Budapest (Hongrie). Il est attendu des membres qu'ils examinent les recommandations que la Commission a adressées à la Conférence régionale pour l'Europe au titre du thème général de la santé des végétaux en Europe et en Asie centrale.

16. Rapport sur les conclusions des débats de la réunion conjointe de la Commission européenne des forêts (quarantième session) et du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (soixante-dix-septième session)

Un rapport succinct sera présenté sur les résultats et les recommandations de la session conjointe de la Commission européenne des forêts (quarantième session) et du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (soixante-dix-septième session), qui s'est tenue du 4 au 7 novembre 2019 à Genève (Suisse).

17. Rapport sur les conclusions des débats de la trentième session de la Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI)

Un rapport succinct sera présenté sur les délibérations de la trentième session de la Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPAI), qui s'est tenue du 11 au 13 septembre 2019 à Dresde (Allemagne).

18. Rapport sur les conclusions des débats de la sixième session de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase

Un rapport succinct sera présenté sur les délibérations de la sixième session de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase, qui s'est tenue du 15 au 18 octobre 2018 à Izmir (Turquie).

Note d'information: Rapport sur les conclusions des débats des quarante-deuxième et quarante-troisième sessions de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM)

Un rapport sera présenté sur les conclusions et les recommandations des quarante-deuxième et quarante-troisième sessions de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, qui se sont tenues à Rome (Italie), du 22 au 26 octobre 2018, et à Rhodes (Grèce), du 4 au 8 novembre 2019, respectivement.

19. Date et lieu de la trente-troisième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe**20. Questions diverses****Examen et adoption du rapport de la Conférence régionale**

Le projet de rapport, présenté par les rapporteurs, sera examiné et débattu pour approbation.

Clôture de la Conférence